

Pour usage interne

Tchad

Programme annuel

1993

TABLE DES MATIERES:

1. Evolution de la situation générale
2. Evolution du programme de la DDA
3. Les principaux éléments de l'activité opérationnelle
en 1993
4. Le Buco en 1993



1. EVOLUTION DE LA SITUATION GENERALE

L'année qui se termine a été marquée :

- par la poursuite de la libéralisation politique d'un côté et par la recrudescence des rebellions et du banditisme armés de l'autre,
- par l'augmentation de la production agropastorale d'un côté et par la dégradation des finances publiques et du secteur "moderne" de l'autre.

1. La situation politique

Dans le cadre de l'ouverture politique amorcée depuis 1991, la société civile commence à s'organiser, actuellement surtout dans les villes. De nombreux partis politiques et associations à vocations diverses ont été reconnus officiellement, des journaux d'opposition très lus, parfois très virulents paraissent régulièrement. Le mouvement syndicaliste a également pu s'exprimer en toute liberté jusqu'à ce que le nouveau Gouvernement ait estimé que les vagues de grève qui ont paralysé l'administration étaient devenues trop lourdes de conséquence pour la poursuite de son programme d'austérité et de redressement économique.

En même temps, le Tchad a connu en 1992 une recrudescence de rébellions et de banditismes armés dans plusieurs régions du pays (Lac Tchad, Guéra, Sud, Ouaddaï). Les réactions musclées des forces loyalistes, soutenues dans le cas du Lac Tchad par l'armée française et les crimes d'éléments armés à N'Djaména, souvent d'origine soudanaise, ont provoqué l'intervention de différentes organisations des droits de l'homme tchadiennes et étrangères. La présence à N'Djaména de militaires et d'éléments armés divers, mal payés, était devenue si gênante que le régime a décidé de démilitariser la capitale et de désarmer certains quartiers. Avec les rébellions de tout bord, des négociations ont été menées qui ont abouti à des accords de paix souvent au prix de concessions que le régime en place aura de la peine à respecter.

Malgré les améliorations incontestables par rapport au régime précédent, la situation politique au Tchad reste incertaine. Elle est le résultat logique de trente années d'instabilité engendrée par un découpage territoriale absurde qui regroupe sous un système centraliste des sociétés qui n'ont guère de liens communs, qui ont un fond culturel divergent et des espaces, potentialités et logiques économiques très différents. Cette situation est la conséquence de la position stratégique du Tchad, à la charnière entre le monde arabe et subsaharien et pourvu de grandes richesses du sous-sol (pétrole et minéraux divers) qui suscitent beaucoup de convoitises. Elle est ensuite la conséquence d'un pouvoir central faible, qui fait face à des forces intérieures hostiles et qui est l'otage de pouvoirs étrangers. Ce sont surtout la France, le Soudan, les États Unis et la Libye qui influencent à des degrés divers la politique tchadienne.

La France, en tant qu'ancienne puissance coloniale, est omniprésente. Ses troupes, ses conseillers militaires, politiques et administratifs à la Présidence et dans toute l'administration tchadienne, ses aides budgétaires qui sont les seules, actuellement à permettre à l'Etat tchadien de maintenir un minimum de fonctions, en témoignent. La politique française relève d'au moins quatre centres de décision et semble souvent peu cohérente. Un nombre croissant de cadres tchadiens explique ces incohérences et l'affaiblissement de l'Etat tchadien qui en résulte (et qui sert de justification pour la prolongation de la forte présence française) par l'enjeu que le Tchad représente pour la France du fait de sa position stratégique.

Dans la région frontalière, les mêmes populations vivent à cheval sur le Soudan et le Tchad. Le Soudan a influé de tout temps sur le Tchad et y a renforcé son emprise depuis la prise de pouvoir d'I. Déby et de son équipe qui avaient trouvé abri et soutien au Soudan, quand ils étaient opposés à H. Habré. Ce sont actuellement surtout des Soudanais appartenant au même groupe ethnique qu'I. Déby et son équipe et ayant conquis le pouvoir avec eux qui contribuent à l'insécurité à N'Djaména. Certains fondamentalistes musulmans soudanais tentent également de percer au Tchad.

Les influences américaine et libyenne, quoique bien réelles, se font moins sentir. Les Etats Unis gardent d'assez bonnes relations avec le Tchad et observent attentivement les pénétrations soudanaises et libyennes. Ils se portent comme des adversaires résolus de la France dans le domaine pétrolier et jouissent seuls actuellement des droits d'exploration. La Libye a considérablement renforcé sa présence à N'Djaména depuis le départ de H. Habré. L'occupation libyenne de la bande d'Aouzou à l'extrême nord du Tchad est toujours effective.

Avec comme arrière-fond cette mosaïque d'intérêts divergents et les convulsions qu'ils causent, l'agenda politique du Président Déby a été considérablement retardé. La conférence nationale exigée par l'opposition et qui comporte le risque de dangereux dérapages a été reportée en janvier 1993. Le programme de déflation de l'armée - hautement politique dans le contexte tchadien, mais indispensable pour un apaisement durable du pays - n'a été repris que récemment et devrait s'accélérer en 1993. Il en va de même pour la formation de policiers et de gendarmes qui devraient remplacer l'armée pour le maintien de l'ordre interne et de douaniers qui devraient endiguer la fraude.

1.2. La situation économique et sociale

D'après les informations disponibles, les pluies tardives mais bien réparties ont assuré de bonnes récoltes et des pâturages bien fournis sur une grande partie des zones sahélienne et soudanienne. A cause des prix aux producteurs très bas, les surfaces de culture de coton ont diminué, les paysans ayant préféré cultiver des vivriers (mils, sorgho, légumineuses, arachides). La culture vivrière et l'élevage, qui ne bénéficient que de peu d'investissements en ressources financières et humaines (conseil, formation, suivi), génèrent la plupart des revenus du secteur rural tandis que la culture de coton, peu génératrice de revenus, continue à absorber la plupart des investissements destinés au secteur rural ...

La situation assez détendue cette année du secteur rural contraste avec la crise profonde des finances publiques et du secteur moderne urbain et périurbain. Les entreprises parapubliques, dont certaines ont été liquidées, qui produisent à des coûts beaucoup trop élevés, les arriérés de l'Etat qui causent des difficultés de trésorerie aux entreprises, la fraude qui met en péril les industries clé du pays et qui réduit substantiellement les recettes de l'Etat (surtout la fraude pétrolière) et la chute des prix du coton sur les marchés internationaux qui pèse sur les recettes d'exportation, sont à la base de cette crise. La situation politique incertaine encourage l'Etat à affecter ses maigres ressources à des fins non productives. Pour 1992, les dépenses militaires et la masse salariale représentent 118% des recettes. Le secteur monétarisé de l'économie tchadienne n'a quasiment pas connu de croissance réelle entre 1988 et 1991, le taux de croissance moyen du PIB 1988-91 ayant été de 2.6% l'an avec un taux de croissance démographique également estimé à 2.6% pendant cette période. Le revenu par capita est resté constant à 212 dollars US environ.

Avec la France, la Banque Mondiale et le FMI qui a suspendu ses décaissements en 1991, le Gouvernement tchadien s'est engagé à réduire substantiellement les dépenses militaires et la masse salariale et à restaurer les recettes de l'Etat. Le programme d'austérité sévère qui en résulte est à l'origine des tensions sociales et vagues de grèves des salariés. Des efforts de redressement considérables ont été faits, sauf dans le domaine de la fraude pétrolière qui pèse le plus sur les recettes fiscales et dont on connaît bien les mécanismes. Pour des raisons peu transparentes, même la France prétend ne pas pouvoir contrôler cette fraude.

Au Tchad, la situation sociale de la population compte parmi les moins favorables des pays sahéliens. Les multiples conflits dont le Tchad a souffert depuis 30 ans expliquent en grande partie cette constatation. Les difficultés économiques croissantes (finances publiques, chômage, migrations, etc.) ne favorisent pas une amélioration rapide et significative, malgré les efforts qu'entreprennent les autorités tchadiennes dans le domaine social. Le pays souffre surtout de grandes disparités régionales en ce qui concerne l'accès aux services de santé et à l'éducation de base. Tandis que la situation au Sud et autour de N'Djaména est assez favorable, (p. ex. taux d'inscription à l'école primaire autour de 60% des enfants) de vastes régions au Nord et à l'Est, qui ont le plus souffert de la guerre et qui attirent le moins l'intérêt des bailleurs de fonds, manquent des services les plus élémentaires (p.ex. taux d'inscription de moins de 10%). Ces disparités régionales ne sont pas à même de contribuer à un développement équilibré du pays et à l'apaisement des tensions interrégionales. Le Gouvernement souhaite réduire le plus possible ces écarts régionaux en misant sur les soins de santé primaire pour tous et sur l'éducation primaire et l'alphabétisation fonctionnelle sans disposer des moyens nécessaires à la mise en oeuvre de cette politique.

2. EVOLUTION DU PROGRAMME DE LA DDA

2.1. Continuer la coopération au Tchad ou non ?

L'incertitude persistante de l'évolution politique, l'insécurité qui régnait temporairement à N'Djaména et dans certaines régions rurales, la crise des finances publiques, les mesures d'austérité et les graves tensions sociales qui en résultent ont marqué les relations de coopération. Mis à part la France, fortement engagée au Tchad, le FMI qui a suspendu ses décaissements en 1991 du fait des mauvaises performances macroéconomiques du Gouvernement et certaines ONG étrangères ayant quitté le pays déjà en 1990 suite aux actions de guerre précédant la chute de H.Habré, les bailleurs de fonds prennent généralement une attitude prudente et attentiste, mais continuent malgré tout à opérer au Tchad.

Dans le courant de l'année 1992, la question sur l'adéquation de notre engagement au Tchad a été discutée entre la section, le BUCO et les principaux projets. Les éléments de réponse suivants sont ressortis:

- Pour la première fois dans l'histoire postcoloniale du Tchad, des nouvelles forces politiques et sociales peuvent s'exprimer sur l'avenir de l'Etat tchadien. La libéralisation politique est incontestable et porteuse d'espoirs qui sont autant de défis à relever (libre expression politique et élections, réforme des forces de l'ordre et désarmement, etc).
- Le ras le bol de la population quant à la violence de certains éléments armés et quant à l'inertie de l'Etat est généralisé et pousse les gens à réagir. Au lieu de l'abandonner, il s'agit plutôt de soutenir cette mouvance afin que les différentes communautés et sensibilités de la société civile tchadienne puissent s'organiser,

mettre en valeur leurs terroirs généreux (le potentiel agricole et d'élevage du Tchad compte parmi les premiers de la sous-région) et progressivement créer des contre-pouvoirs pour sauvegarder par eux-mêmes leurs intérêts.

- Suite aux troubles dans certaines parties du pays, un seul projet financé par la DDA a dû interrompre ses activités. Tous les autres projets ont pu réaliser leurs objectifs annuels comme prévu et aucun collaborateur (étranger ou tchadien) n'a réellement été entravé dans son travail.
- La plus grande partie du programme de la DDA vise la population rurale et les couches économiquement faibles de la population urbaine. Un arrêt du programme heurterait en tout premier lieu ces populations, beaucoup moins le régime en place et pas du tout les éléments destabilisateurs.

Tant que la situation politico-militaire ne s'aggrave pas, il est justifiable de continuer la coopération au Tchad. Par contre, il est important que la Suisse se prononce clairement contre les éclats de violence et en faveur d'une accélération judicieuse du processus de réforme politique et économique et que le programme de la DDA soit réorienté davantage vers les acteurs de base dans différentes régions.

2.2. Le programme de la DDA par axes prioritaires

Le programme de la DDA au Tchad se caractérise par une concentration régionale sur la zone soudanienne (sud du pays), par une prédominance de partenaires institutionnels étatiques, par une orientation sectorielle sur l'appui aux efforts de développement de communautés agricoles, sur la formation agricole, sur le développement social et sur l'appui-conseil à l'Etat dans des domaines spécifiques.

Dès 1991, une réorientation institutionnelle du programme vers des partenaires ruraux privés a été amorcée, s'est poursuivie en 1992 et ira en se renforçant en 1993. Les premiers contacts ont été pris pour amorcer l'ouverture prévue depuis 1991 vers l'élevage et des communautés d'éleveurs et d'agropasteurs qui comptent pour 35% de la population environ et détiennent un secteur clé de l'économie tchadienne. De cette ouverture peut résulter progressivement un plus grand équilibre régional du programme - un aspect non négligeable dans le contexte tchadien.

a) Les orientations sur l'axe appui aux efforts de développement de communautés agricoles

Programme en cours: Assaid, groupe d'appui aux organisations rurales du Moyen Chari, ONDR à Méfî¹, crédit-cadre Swissaid (Al Taawoun, Darna).

En 1992, la réorientation du programme vers des partenaires non étatiques s'est affirmée sur cet axe par la coopération avec l'Assaid et par la finalisation des travaux de préparation de l'appui aux organisations paysannes du Moyen Chari. Elle est censée se poursuivre en 1993 avec la recherche-action ONDR-Méfî.

Au sud tchadien, le souci de générer des revenus financiers et d'acquérir le savoir-faire pour mieux gérer et investir ces revenus est largement répandu parmi les communautés rurales. Un atelier ayant regroupé des structures d'appui et de formation concernées intéressées avait permis une réflexion plus systématisée et plus généralisée dans ce domaine. L'atelier a donné lieu à la création d'un réseau d'échanges sur l'épargne-crédit, qui organise des rencontres régulières et permet aux participants de capitaliser des expériences.

¹ voir annexe 1

L'Assaild (Association tchadienne)

Les assemblées régionales et générale et l'autoévaluation assistée ont facilité une clarification des options, des objectifs et de la programmation pour la phase 1993-95. La création des comités régionaux a permis d'associer directement des leaders paysans à la prise de décisions et aux activités courantes d'appui aux groupements membres et de gestion des crédits. En 1993, il est prévu de promouvoir la création de caisses d'épargne et de crédit là où elles n'existent pas encore et d'améliorer la formation des membres des comités régionaux et des responsables des groupements.

Groupe d'appui aux organisations paysannes du Moyen Chari

La préparation de la séparation institutionnelle entre actions de développement dans les villages (groupe d'appui) et formation agricole proprement dite (CFPA), amorcée il y a plusieurs années, a pu être finalisée. Le groupe d'appui devrait travailler avec une approche bien différente de celle des CFPA. En 1993, le groupe renégociera ses prestations avec certaines organisations paysannes, mettra au point son programme et sera actif dans l'appui institutionnel à ces organisations et dans la formation des responsables paysans en gestion-comptabilité.

L'ONDR à Méfï (Préfecture du Guéra)

La recherche-action ONDR-Méfï a le plus souffert de l'instabilité politique et de la crise des finances publiques au Tchad. Du fait de l'insécurité qui régnait à Méfï dès février 1992, l'action a dû être suspendue. Depuis octobre 1992, la situation s'est calmée et l'équipe de projet est sur le point de reprendre ses activités. Du fait de l'arrêt total de recrutements dans la branche concernée de l'administration, il ne sera pas possible de travailler avec deux équipes de cadres. Certaines options de base de l'action ONDR-Méfï devront être repensées et renégociées. Dès que possible, l'équipe sur place présentera un bilan complet à la DDA quant aux actions menées avec les villages avant février 1992. L'exercice de bilan-perspectives extérieur prévu doit donner des indications précises pour les travaux de préparation de la prochaine phase.

Crédit-cadre Swissaid: Al Taawoun et Darna (Associations tchadiennes)

Les problèmes techniques d'Al Taawoun liés à la construction de deux barrages ont pu être résolus de manière satisfaisante et l'accent doit être mis dans le domaine de la formation agricole, de l'entretien des barrages, de la gestion des charges récurrentes. Darna, qui travaille non loin de N'Djaména, participe activement au réseau d'échanges sur l'épargne-crédit et compte renforcer cette orientation.

b) Les orientations sur l'axe formation et développement agricoles

Programme en cours: DRHFRP, CFPA du Moyen Chari, STABEX (OFAEE), bourses de formation pour cadres DRHFRP, formation de cadres ONDR, Agrhymet (régional)

Les compétences nationales pour la formation de femmes rurales dans les domaines de la production agricole, de la transformation et de la commercialisation des produits ont été renforcées en 1992 (service de formation féminine à la DRHFRP, monitrices à tous les CFPA) et le seront davantage en 1993.

La DRHFRP (ex-DEFPA)

La DRHFRP a poursuivi en 1992 ses activités de formation. La division recyclage a amélioré ses performances, la "cellule technico-pédagogique" a pris ses fonctions et la planification-programmation a également fait des progrès. Il est prévu de retirer l'assistance technique permanente dans ces domaines. En 1993, un exercice de bilan-perspectives assisté permettra de définir les perspectives d'évolution dans le contexte général du Tchad et d'indiquer les appuis dont elle aura besoin. D'ores et déjà, il est certain que la division administrative a besoin d'un renfort. La coopération avec le service de formation féminine vient de démarrer. En 1993, il doit clarifier ses options et ses objectifs, définir un programme et commencer ses activités de formation.

Les CFPA du Moyen Chari

En plus de leur programme courant de formation, les CFPA étaient occupés par la finalisation de leur programme de restructuration. En 1993, ils continueront leurs activités de formation agricole à la demande de partenaires privés et publics payants. Pour faciliter la transition, ils bénéficieront d'une dernière phase d'appui financier (1993-94) avant leur réintégration totale dans la DRHFRP.

STABEX, (OFAE)

Les fonds ont été accordés à la Cotontchad pour l'achat de la production cotonnière et ont été ensuite ventilés dans la filière paysanne (équipement en matériel agricole, crédits, recherche sur systèmes de production).

c) Les orientations sur l'axe développement social

Programme en cours: santé ITS (régie), PADS volet socio-sanitaire, santé CRS (crédit-cadre Croix Rouge Suisse), éducation primaire.

C'est une approche conseil et/ou appui financier aux structures existantes de l'administration tchadienne, à la place d'une approche projet qui a été finalisée en 1992. La nouvelle évaluation, à savoir une réflexion accompagnée d'essais pratiques en matière de recouvrement des coûts (santé ITS et CRS) doit être renforcée en 1993.

Santé ITS

L'affectation de médecins tchadiens qualifiés aux deux Préfectures sanitaires appuyées par le projet ITS (Chari Baguirmi et Moyen Chari) a enlevé un obstacle majeur au travail et a permis de focaliser l'attention sur les questions de recouvrement de coûts et de gestion des structures sanitaires. Le programme santé ITS arrive à échéance en 1993 et la procédure de préparation de la prochaine phase a été amorcée avec le Ministère de la santé publique et avec d'autres intervenants de la santé publique au Tchad.

Le volet socio-sanitaire du PADS

L'exécution est également confiée à l'ITS et concerne des dispensaires et centres sociaux de quartiers de N'Djaména, censés décharger l'hôpital central pour que celui-ci puisse se concentrer sur les cas médicaux et cliniques plus graves. De l'avis des acteurs impliqués, les progrès sont satisfaisants malgré de nombreuses difficultés avant le démarrage des activités.

Crédit-cadre Croix Rouge Suisse, santé CRS Biltine

La construction et l'équipement des dispensaires de la Préfecture sanitaire de Biltine est sur le point de se terminer. Le personnel médical est actuellement en fonction. Aujourd'hui, les responsables se concentrent surtout sur les questions liées à l'approvisionnement de la Préfecture et des dispensaires en médicaments, à la gestion des structures sanitaires et au recouvrement des coûts - questions qui seront au centre des préoccupations de la prochaine phase du projet.

Le projet éducation primaire

Les travaux avancent conformément à la planification annuelle et à celle de la phase. Le projet arrive à échéance en 1993. Les termes de référence pour un exercice bilan-perspectives sont en préparation. Cet exercice devrait contribuer à la réflexion sur un certain nombre de questions de fonds concernant l'éducation primaire au Tchad et donner des éclaircissements sur l'orientation future de ce projet.

d) Les orientations sur l'axe appui-conseil à l'Etat

Programme en cours: INSH N'Djaména, Conseil pétrole, balisage de pistes BET, gestion économique (COFIDA), études DSA

C'est sur cet axe que les progrès se font les plus rares et c'est là où il y a le plus de blocages, à la fois du fait de la vulnérabilité de l'administration aux changements politiques (sensibilités diverses, mutations de personnel etc) et du fait de certaines lourdeurs.

INSH N'Djaména, Université du Tchad

Des différences conceptuelles et méthodologiques entre les responsables de l'Institut National des Sciences Humaines et de l'IUED, auquel ce mandat a été confié, rendent une continuation de la collaboration difficile. Le projet est suspendu depuis un an.

Conseil pétrole

La Banque Mondiale (IDA) a suspendu son financement du projet de raffinerie et de centrale électriques. Cette suspension est liée aux problèmes macroéconomiques du Tchad occasionnés notamment par la fraude pétrolière. Le contrat entre la DDA et le bureau d'études mandaté dans le domaine de la raffinerie a été résilié. Par contre, le conseiller mis à la disposition du Gouvernement pour l'ensemble du secteur pétrolier poursuit ses activités, notamment en ce qui concerne l'appui au Gouvernement dans ses tentatives de restructuration du secteur pétrolier et dans ses négociations avec le consortium pétrolier actif au sud du pays.

Balisage des pistes principales au BET

Exécutée par le génie militaire tchadien, cette action s'insère dans le programme du Gouvernement pour la reconstruction de la Préfecture Borkou-Ennedi-Tibesti, dévastée par la guerre avec la Libye. Depuis qu'un changement technique dans la fabrication des balises a été effectué, l'action avance assez bien et pourra être achevée vraisemblablement en 1993.

Gestion économique et études DSA

Ces deux actions cofinancées avec la Banque Mondiale (recensement démographique, études socioéconomiques) rencontrent de nombreuses difficultés d'organisation, de méthodologie, de personnel etc. et n'avancent que très lentement.

3. LES PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ACTIVITE OPERATIONNELLE EN 1993

3.1. Les orientations et impulsions à donner au programme

A cet endroit, nous ne pouvons qu'esquisser quelques idées, une réflexion conceptuelle plus poussée doit être menée dès 1993 (et surtout lors de l'élaboration d'un nouveau PPP vers 1994) sur les options à prendre et sur les orientations de base, la cohérence interne et les synergies à donner au programme. Néanmoins, certains éléments se dessinent clairement et permettent dès 1993 d'amorcer ou de poursuivre la réadaptation du programme aux nouvelles évolutions tchadiennes. En ce qui concerne les actions en cours, les exercices de bilan-perspectives permettront de donner des indications plus précises concernant la mise en oeuvre des réorientations mentionnées ci-après.

Quatre aspects nous paraissent particulièrement importants:

1. Partenaires institutionnels :

L'instabilité politique notoire et les ressources très maigres de l'Etat font des institutions publiques des partenaires peu viables. Dans de grandes parties du pays, les branches "techniques" de l'administration publique sont quasiment absentes et la population est habituée à se débrouiller avec ses propres ressources. Dans ce contexte, il faudrait soutenir les communautés locales dans leurs efforts pour promouvoir leur propre développement, au lieu de contribuer à la création d'une superstructure artificielle, car totalement dépendante de financements étrangers et - comme le montre l'exemple des pays voisins de la sous-région - peu propice à permettre le développement. Cette option a été amorcée en 1991, elle s'est poursuivie en 1992 et elle doit se renforcer en 1993. Elle aura les conséquences suivantes sur le programme:

- axe appui aux efforts de développement de communautés rurales:

- renforcer institutionnellement ces communautés pour qu'elles puissent élargir leur champs de contact, d'information et d'action et évoluer vers des organisations rurales avec lesquelles la DDA puisse établir des relations de partenariat direct.

- axe formation et développement agricoles:

- orienter davantage les compétences professionnelles et l'offre en formation agricole (DRHFRP, CFPA) sur les intérêts et besoins en formation exprimés par ces communautés et futures organisations rurales;

- . utiliser davantage les fonds STABEX au financement de projets des communautés locales et organisations rurales. Appuyer celles-ci à élaborer des projets économiquement rentables et écologiquement viables en mettant à contribution la DRHFRP, les CFPA ou d'autres compétences.
- axe développement social:
- . impliquer les communautés locales et organisations rurales dans la définition des prestations à fournir par les services de santé et les écoles primaires: quelle santé et quelle éducation pour quelle région, quelle communauté ? Différences et disparités régionales!
 - . continuer à travailler dans le domaine recouvrement des coûts en décentralisant au maximum les responsabilités.

2. Systèmes de production - gestion de l'espace

Il s'agit d'un domaine crucial, mais quelque peu négligé dans le programme jusqu'à présent. Cela s'explique partiellement par la concentration du programme sur la zone soudanienne où la pression sur les systèmes de production était moindre (pluviosité abondante, espace toujours disponible) et où la production de coton avait donné une illusion d'aisance relative aux producteurs. Ces paramètres sont en train de changer rapidement avec la chute des prix du coton et avec le rétrécissement progressif de l'espace autour des villages (méthodes de production de coton inadéquates, agrandissement incontrôlé des surfaces pour compenser les pertes de productivité par unité de surface). Il est donc indispensable que le programme Tchad tienne davantage compte de ce domaine, non plus par le financement de nouvelles actions isolées, mais par la prise en considération systématique de ce domaine dans les actions en cours. Pour stimuler et élargir la réflexion, il serait bon d'organiser un atelier sur ce sujet qui regrouperait toutes les structures d'appui et de formation intéressées comme ça a été le cas avec le sujet "épargne-crédit".

- axe appui aux efforts de développement des communautés locales:
- . encourager et appuyer les producteurs à entreprendre dans leurs exploitations des recherches-expérimentations qui déboucheront progressivement sur des méthodes et systèmes de production viables (revenus des producteurs et ressources naturelles) dans un contexte en modification.
- axe formation et développement agricoles:
- . améliorer les compétences professionnelles et les capacités d'analyse des structures de formation agricole (DRHFRP, CFPA, autres) en matière de systèmes de production et de gestion et d'aménagement de l'espace,
 - . utiliser davantage les fonds STABEX pour subventionner des aménagements des terroirs et des infrastructures rurales élémentaires.
- axe développement social:
- . CRFC: introduire des notions de base dans la formation pratique des Conseillers pédagogiques et des élèves.

3. Equilibres entre régions et entre sociétés

La marginalisation relative depuis le temps colonial des zones sahélienne et saharienne et des sociétés d'éleveurs dans la réflexion sur un développement harmonieux et dans les investissements productifs de tous les bailleurs de fonds est à l'origine des conflits tchadiens. La stabilité politique à plus long terme et l'utilisation optimale du potentiel humain et naturel pour un développement durable du Tchad dépendra largement des nouveaux équilibres à créer entre régions et sociétés tchadiennes.

En plus de ces considérations, l'élevage qui a son terroir naturel en zone sahélienne et saharo-sahélienne et qui concerne 35% environ de la population, dispose d'un potentiel économique de première importance pour le Tchad d'autant plus que les perspectives pour le coton sont sombres. Il faudra donc modifier progressivement l'orientation presque exclusive du programme vers la zone soudanienne et les sociétés agricoles en faveur d'un plus grand équilibre entre régions et sociétés du Tchad.

- axe appui aux efforts de développement de communautés rurales:

- . dans le cadre de l'action-recherche ONDR-Méfi, travailler avec des communautés d'éleveurs dans le domaine de l'élevage et remonter progressivement la filière de leurs parents transhumants originaires de la zone sahélienne,
- . contacter des personnes ressources au Tchad et financer une action limitée mais bien pensée qui serait à même d'ouvrir et d'élargir les perspectives futures de la DDA dans ce domaine.

- axe formation et développement agricoles:

- . améliorer les compétences de la DRHFRP dans le domaine de la formation de communautés d'éleveurs et d'agropasteurs en matière d'élevage.

- axe développement social:

- . CRFC: surtout dans des écoles en milieu éleveur, introduire des notions de base dans la formation pratique des Conseillers pédagogiques et des élèves.

4. Organisations de la société civile

L'ouverture politique au Tchad et les grands problèmes qui persistent nécessitent une certaine flexibilité du BUCO : il faut contacter et appuyer de manière ponctuelle certaines organisations de la société civile dans des domaines conformes aux orientations de base de notre programme.

3.2. L'exécution du programme

La préparation de nouvelles phases

Des exercices de bilan-perspectives assistés par des compétences extérieures doivent être préparés et conduits avec la DRHFRP, le projet éducation primaire et la recherche action ONDR-Méfi. Ces exercices sont censés fournir les éléments de base pour la préparation et la négociation avec les partenaires des nouvelles phases. Le programme santé ITS a engagé un processus d'autoévaluation à ces fins.

Quelques éléments concernant les principales actions en cours

Programme communautés rurales:

Assaid: suivi des groupements (gestion des crédits, remboursements, ...), formation des responsables et des membres des comités régionaux (gestion, comptabilité, ...), évaluation des activités menées avec les groupements, organisation de caisses d'épargne-crédit, assemblées régionales et générale, etc.

Groupe d'appui Moyen Chari: installation du groupe, programmation dans le groupe et avec les organisations paysannes, appui extérieur en matière d'approche et de méthode, poursuite formation de responsables paysans (gestion, comptabilité), voyage d'étude de paysans dans d'autres régions (Assaid etc.), ateliers, etc.

ONDR-Mélfi: bilan des actions démarrées avant février 92, programmation, relance des actions villages (greniers, équipement agricole, routes, puits etc.) formation méthodologique cadres tchadiens, bilan-perspective, prép. nouvelle phase.

Programme formation agricole:

DRHFRP: service de formation féminine: programmation, appui extérieur en concepts et méthodes, formation et suivi des monitrices de tous les CFPA, formation de productrices. cellule t.p. et div.recycl.: élaboration de modules de formation à la demande, formation d'agents des services dépt. rural, d' ONG's, formation de producteurs. div. administr.: système de gestion, formation de comptables, appui en gestion-compt. aux CFPA. tous les services: bilan-perspectives.

CFPA Moyen Chari: programmation, restructuration, activités courantes de formation à la demande ONDR, ONG's, groupements, organisations rurales.

Programme santé-éducation primaire:

santé ITS: autoévaluation, prép. nouvelle phase, suivi des dispensaires, amélioration gestion-comptabilité Préfectures sanitaires, recouvrement coûts, renforcer la structure dans son ensemble (comités de santé, groupes de travail, flux de l'information etc.).

santé CRS: finalisation construction et équipement de dispensaires, suivi des dispensaires en fonction, organisation réapprovisionnement, amélioration gestion-comptabilité Préfecture sanitaire, recouvrement coût.

éducation primaire: suivi des CRFC (33) et des coordinations régionales (2), formation complémentaire de Conseillers pédagogiques (25), organisation de stages, bilan-perspectives, prép. nouvelle phase.

Programme appui-conseil à l'Etat:

Conseil pétrole: 2 missions par an, conseil au Gouvernement pour sa supervision des travaux d'exploration, pour son programme de restructuration du secteur pétrolier, pour ses négociations avec d'autres bailleurs de fonds et le consortium pétrolier, formation complémentaire spécialistes tchadiens (2).

Balisage BET: fabrication et placement des balises axes KoroToro-Faya-Fada.

3.3. Le suivi des actions et du programme

L'appui au service de formation féminine (DRHFRP), le groupe d'appui aux organisations paysannes du Moyen Chari et la recherche-action ONDR Méfi sont en phase de démarrage ou de redémarrage et nécessiteront une attention et un suivi particuliers.

Le BUCO est en contact régulier à N'Djaména et sur le terrain avec toutes les actions financées, cofinancées ou gérées par la DDA. Pour le programme santé, il est déchargé par la coordination de l'ITS à N'Djaména, responsable non seulement du programme ITS, mais également du suivi et de la coordination du programme santé CRS et de l'exécution du volet socio-sanitaire du PADS.

Comme d'habitude, le BUCO participera activement aux consultations entre bailleurs de fonds et avec le Gouvernement et l'administration tchadiens sur les sujets liés à l'évolution politique et économique du pays et sur les sujets liés à la coopération internationale.

Les nouvelles orientations et impulsions à donner au programme impliquent un suivi plus intense et une capacité d'appui et de dialogue plus élevée. Il va falloir mobiliser des personnes ressources locales et de la sous-région qui ont vécu des expériences concrètes et il va falloir créer des échanges et synergies plus forts entre les différentes actions du programme et avec des actions similaires dans la sous-région.

4. LE BUCO EN 1993

La nouvelle employée consulaire a pris ses fonctions. On ne prévoit pas d'autres changements de personnel pour 1993.

L'adjoint administratif poursuivra sa formation et prendra d'avantage de responsabilités opérationnelles et conceptuelles.

Le BUCO compte sur l'installation de l'informatique UNISYS en début 1993.

**PROTOKOLL DER DISKUSSION
DES JAHRESPROGRAMMS 1993**

Das folgende Protokoll der Diskussion eines Jahresprogramms 1993 hält die wichtigsten Feststellungen und insbesondere die operationellen Entscheidungen des Leiters operationelle Abteilungen EZA fest. Es wird durch ein Diskussionsprotokoll der jeweiligen Sektion ergänzt (Festhalten der wichtigsten Gesprächsthemen) und bildet Bestandteil des Jahresprogramms 1993.

R. Dannecker

t.300 DAN/MOK
Bern, 04.01.1993

Jahresprogramm Tschad

A. Allgemeine Fragen

1. Was können wir im Tschad tun, aufgrund der politischen, wirtschaftlichen Abhängigkeit und der internen Spannungen zwischen einzelnen Gruppen? Welchen Einfluss können wir ausüben?
2. Wo liegen die neuen Kräfte mit Potential - wo die Möglichkeiten, trotz politischer Unruhe, längerfristig zu arbeiten?

B. Operationelle Fragen

1. Die zentrale Frage, ob die DEH im Tschad trotz der schwierigen Rahmenbedingungen im EZA-Bereich weiterarbeiten kann, wurde grundsätzlich positiv beantwortet, mit folgenden "Konditionalitäten":
 - Das Programm Tschad muss Teil eines Regionalprogramms Sahel sein, mit entsprechenden gegenseitigen Synergien (vgl. dazu Jahresprogramme Niger, Burkina Faso, Mali, Benin und Senegal).
 - Das Programm muss in bezug auf Prioritäten überprüft und gestrafft werden. Bis Ende Januar 1993 wird die Sektion ein Ausstiegsprogramm mit Zeitplan für gewisse Unterstützungsmassnahmen vorlegen, die nicht den neuen Orientierungen entsprechen. Die grundsätzliche Ausrichtung weiterer Unterstützungsmassnahmen wird im Laufe von 1993 überarbeitet und verstärkt mit den neuen Orientierungen in Einklang gebracht. Eine entsprechende Grobplanung wird ebenfalls Ende Januar 1993 vorliegen.
 - Die Neuorientierung auf neue institutionelle Träger erfolgt zielstrebig.
 - Zusammen mit dem neuen Konzept für ein Regionalprogramm Sahel wird der Stellenwert des Tschadprogramms in einem solchen Gesamtbudget festgehalten.
2. Das Programm ist noch zu breit angelegt. Eine Straffung ist notwendig (vgl. Punkt 1).
3. Institutionell erfolgt eine Verlagerung der Schwerpunkte der DEH vom Staat zu privaten Organisationen. Die neuen institutionellen Ansätze werden insbesondere im Gesundheitswesen und der ländlichen Entwicklung verfolgt.
4. Eine Strategie für unsere Zusammenarbeit wird entwickelt, insbesondere in bezug auf die Rolle des Staates und privater Trägerschaften.
5. Die Neuorientierung des Programms ist arbeitsintensiv, verlangt konzeptionelle Fähigkeiten und grundsätzliche Überlegungen. Neue Anforderungen werden insbesondere an das Koordinationsbüro gestellt.

t.311 Tchad SKS/MET

Berne, le 11 janvier 1993

Discussion du programme annuel Tchad 1993 du 17 décembre 1992

Participants: DAN, CH, BSZ, IJ, SCL, MET, KRM, AI, MST, KHM, SKS

Introduction

L'introduction s'est concentrée sur des informations complémentaires au texte et sur la situation délicate du Tchad du fait de sa position particulière sur un plan géopolitique (à la charnière du monde arabe et subsaharien et voisin du Soudan et de la Libye), sur un plan socio-culturel (avec des frontières arbitraires et fractionné dans des sociétés très différentes avec guère d'éléments communs) et sur un plan économique (doté de ressources du sous-sol importantes difficiles à exploiter, mais convoitées par différents intérêts étrangers).

Discussion

Le fil conducteur de la discussion a été s'il est opportun de poursuivre notre coopération au développement dans un pays si mal géré, politiquement si peu stable et secoué régulièrement par des éruptions de violence ou s'il ne serait pas plus raisonnable de limiter les actions de la DDA au Tchad à l'aide humanitaire afin de libérer des capacités financières pour des pays offrant des perspectives plus prometteuses.

La mauvaise gestion des finances publiques, l'instabilité politique et l'insécurité affectent surtout l'appareil politique et administratif de l'Etat, les structures publiques de développement et la capitale. La population rurale, mis à part certaines régions sensibles, n'en est touchée que dans le sens qu'elle est habituée à ne s'attendre à aucun recours de la part de l'Etat et à se débrouiller par ses propres moyens.

La section a pris l'option de réorienter le programme Tchad d'une approche d'appui à des structures publiques de développement opérant surtout en milieu agricole en zone soudanienne vers une collaboration directe avec des acteurs ruraux de base, agriculteurs et éleveurs dans différentes régions du Tchad. La collaboration avec des structures publiques de développement se limitera à des appuis ponctuels d'orientation de fonds dans les domaines où la DDA travaille (organisations rurales, agriculture, élevage, santé). Les échanges entre les acteurs de base et leurs organisations appuyés par la DDA au Tchad et d'autres organisations d'agriculteurs et d'éleveurs dans les pays sahéliens à l'ouest du Tchad doivent être encouragés.

Cette nouvelle orientation du programme Tchad s'insère bien dans l'optique d'une régionalisation progressive du programme Afrique sahélienne. Elle ne comporte pas le risque d'une perte de la "masse critique" nous permettant de prendre influence et elle ne nous relègue pas au niveau "micro" - craintes exprimées lors de la discussion - car elle s'insère dans une approche régionale qui vise de stimuler et d'appuyer des réseaux d'échanges mutuels liant acteurs privés et publics du même domaine. Elle permettra en plus d'augmenter l'efficacité de nos engagements.

Conclusion- décisions

Il a été conclu que sous condition de la mise en oeuvre de la nouvelle orientation du programme Tchad la poursuite de notre coopération au développement se justifie tant que la situation politico-militaire ne se dégrade pas sensiblement. Des décisions concrètes ont été prises qui sont retenues dans le procès-verbal du Chef des divisions opérationnelles.

LISTE DES ABREVIATIONS

CFPA	: Centres de Formation Professionnelle Agricole
DRHFRP	: Direction des Ressources Humaines, de la Formation Rurale et des Programmes
ONDR	: Office National du Développement Rural
ITS	: Institut Tropical Suisse
CRS	: Croix Rouge Suisse
CRFC	: Centre Régionaux de Formation Continue
INSH	: Institut National des Sciences Humaines
IUED	: Institut Universitaire des Etudes du Développement

TCHAD - PROGRAMME ANNUEL 1993

en milliers de Frs.

Type de contribution	Institution responsable	Versements effectifs		Versements projetés			
		1990	1991	1992	1993	1994	1995
1. Coopération technique							
CFPA Moyen Chari (Centre Form.Agric.)	DDA	1'386	828	1'000	150	150	--
Groupe d'appui Moyen-Chari				--	535	540	350
N'Djamena, Services Santé	Inst. Trop.Suisse	1'486	2'410	2'250	2'500	2'500	2'500
Education primaire CRFC	DDA	637	336	500	475	400	400
DRHFRP (Dir. Ens.&Form.Prof.Agricole)	DDA	1'058	1'099	1'000	1'080	800	800
Conseil projet Pétrole/Electricité	DDA	335	328	500	500	500	200
Développement rural Melfi -ONDR	DDA	469	629	1'500	1'500	1'500	1'500
Centre APICA Tchad	DDA	40	170	--	--	--	--
Appui à l'INSH	IUED	289	--	--	--	--	--
Balisage Axes routiers	DDA	199	26	80	200	--	--
Appui à l'ASSAILD	DDA	--	--	355	350	350	350
Petites Actions	DDA	221	6	--	200	--	--
Bourses/stages	DDA	32	185	--	--	--	--
N'Djamena Koordination	DDA	597	702	830	760	760	--
Programme "bleu"	DDA			500	500	500	500
		-----	-----	-----	-----	-----	-----
Total 1		6'749	6'719	8'515	8'750	8'000	6'600
2. Coopération financière							
Soutien gestion économique COFIDA	BM/IDA	--	--	1'000	1'000	500	--
PADS Santé COFIDA	BM/IDA	--	2'000	2'500	2'500	2'500	--
		-----	-----	-----	-----	-----	-----
Total 2		--	2'000	3'500	3'500	3'000	--
3. Aide humanitaire et alimentaire							
	DDA	261	104	--	--	--	--
		=====	=====	=====	=====	=====	=====
Total 1+2+3		7'010	8'823	12'015	12'250	11'000	6'600

Contribution ONG Swissaid		230	?	
Programme régional		--	--	
Autres contributions		--	--	

TCHAD - PROGRAMMATION 1993

OPERATIONS PRINCIPALES	janv	févr	mars	avril	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc
Assaid	assemblées régionales ┌───┐		assemblée gén. ┌──┐						suivi ┌──┐			
Groupe d'appui Moyen-Chari	programmation ┌───┐		suivi extérieur ┌───┐	approche								
ONDR-Melfi		bilan91/92 ┌───┐		programmation						bilan-perspectives, prép. nouvelle phase ┌──────────┐		
Swissaid			suivi ┌──┐									
DRHFRP	progr. formation féminine, prép. ┌───┐		bilan-perspectives ┌───┐									
CFPA Moyen-Chari	programmation ┌───┐											suivi ┌──┐
Santé ITS			évaluation interne, prép. nouvelle phase ┌───┐									
Santé CRS			suivi ┌──┐									
Education primaire	préparation bilan-perspectives ┌───┐			bilan-perspectives ┌───┐			préparation nouvelle phase ┌───┐					
Buco										programme annuel ┌──────────┐		